

**Séance ordinaire du  
lundi 30 novembre 2020**

**L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier**

**Finances**

**Présents :**

Tasnime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

**Absents :**

**Opération annuelle de reprise et dotation des provisions et dépréciations -  
Principes et montant 2020 - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération n°V2019-532, la Ville de Montpellier a mis en œuvre une politique de provisionnement qui sécurise les comptes de la collectivité et permet de répondre aux exigences de la certification des comptes.

Par cette délibération, il est proposé de confirmer les modalités de mise en œuvre de ces provisions et leur mise en application pour l'exercice 2020.

La provision doit être ajustée annuellement en fonction de l'évolution du risque. Elle donne lieu à une reprise en cas de réalisation du risque ou lorsque ce risque n'est plus susceptible de se réaliser.

Le montant des provisions ainsi que leur évolution sont retracés sur l'état des provisions joint au budget et au compte administratif.

Au 31 décembre 2019, le montant des provisions constituées s'élevait ainsi à 5 415 193.86 euros et se répartissait de la façon suivante :

En euros	Compte de Gestion au 31/12/2018	2019		Compte de Gestion au 31/12/2019
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	42 655,00	42 655,00	464 720,00	464 720,00
Restes à recouvrer	300 000,00		992 776,79	1 292 776,79
Liquidation et redressement judiciaire	838 581,17	174 179,66	394 374,56	1 058 776,07
Compte épargne temps	366 537,50		279 197,50	645 735,00
Dépréciation Titres de participation	1 953 186,00			1 953 186,00
<b>Total</b>	3 500 959,67	216 834,66	2 131 068,85	5 415 193,86

Provision pour litiges et contentieux : une provision sera constituée dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la collectivité. Elle sera évaluée au regard du risque encouru.

Provision pour créances irrécouvrables - restes à recouvrer (RAR) : en complément des diligences faites par le Comptable Public pour procéder au recouvrement des titres, il est proposé de provisionner les créances les plus anciennes sur la base des restes à recouvrer proposés par celui-ci.

Provision pour créances irrécouvrables dans le cadre de sociétés en liquidation ou redressement judiciaire : malgré la vigilance exercée par la collectivité et le Comptable Public au moment de l'émission des titres, certaines sociétés sont en cessation de paiement avant d'avoir pu honorer leur dette. Il est ainsi proposé d'établir une provision à hauteur du montant total des titres concernés, sur proposition du Comptable Public.

Provision pour Compte Epargne Temps : il est proposé d'établir une provision pour tous les jours susceptibles d'être monétisés, supérieurs à 15 jours.

Provision pour dépréciation des titres de participation : Il est proposé de constater une dépréciation dès lors que la valeur de marché d'une participation sera inférieure à sa valeur nominale.

Au regard des modalités décrites ci-dessus, il est proposé pour l'exercice 2020, les ajustements suivants :

En euros	Compte de Gestion au 31/12/2019	2020		Compte de Gestion au 31/12/2020
		Reprise	Dotation	
Litiges et contentieux	464 720,00	432 720,00	183 714,00	215 714,00
Restes à recouvrer	1 292 776,79	75 789,21	256 528,89	1 473 516,47
Liquidation et redressement judiciaire	1 058 776,07	62 581,64	42 544,07	1 038 738.50
Compte épargne temps	645 735,00		263 277,00	909 012,00
Dépréciation Titres de participation	1 953 186,00		164 608,00	2 117 794,00
<b>Total</b>	5 415 193,86	571 090,85	910 671,96	5 754 774,97

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'adopter les modalités de calcul et le montant des provisions et dépréciations pour l'exercice 2020 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2020, chapitres 926 et 946 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 9 décembre  
2020**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 9 décembre 2020**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20201130-148925-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 09/12/20  
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.